

N° 5286²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ankara, le 9 juin 2003

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

(19.4.2004)

La Commission se compose de: M. Lucien WEILER, Président; M. Lucien CLEMENT, Rapporteur; MM. François BAUSCH, Alex BODRY, Emile CALMES, Gast GIBERYEN, Gusty GRAAS, Norbert HAUPERT, Jeannot KRECKE, Jean-Paul RIPPINGER, Serge URBANY et Claude WISELER, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

La Convention entre le Luxembourg et la Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune et le Protocole y relatif ont été signés à Ankara le 9 juin 2003. Le présent projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés le 27 janvier 2004 par Madame le Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur. Suite à l'avis favorable du Conseil d'Etat du 30 mars 2004, la Commission des Finances et du Budget a analysé le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat au cours de sa réunion du 19 avril 2004. Lors de cette même réunion, elle a désigné Monsieur Lucien CLEMENT comme rapporteur et adopté le projet de rapport.

*

2. OBSERVATIONS GENERALES SUR LA TURQUIE**2.1. Une présentation sommaire**

La Turquie avec ses 63 millions d'habitants et avec une classe moyenne d'environ 15 millions de personnes est le pays émergent le plus proche de l'Union européenne.

Depuis la fondation de la République dans les années 20 par Atatürk, les gouvernements successifs ont opté pour la laïcité et la civilisation occidentale en suivant un processus de modernisation. Dès les années 80, la Turquie s'est transformée en une économie libre. Par conséquent, elle a connu un essor économique rapide. Cette politique est accompagnée d'un changement social d'une grande ampleur, car la majorité de ses citoyens est passée de ruraux en des citoyens. Deux crises économiques, en 1994-95 et en 1999, ont eu leurs causes dans un important déficit public et dans une inflation élevée.

Depuis les dernières élections législatives du 3 novembre 2002, le parti de la justice et du développement (AKP) dispose d'une majorité solide des deux tiers des députés, soit 363 sièges. Ce parti se définit comme un parti conservateur démocrate, respectueux des valeurs laïques. L'opposition se compose seulement du parti pro-laïque républicain du peuple (CHP). 9 députés sont des indépendants.

2.2. Les aspirations européennes

En 1949, la Turquie comptait parmi les membres fondateurs du Conseil de l'Europe. Dans les dernières quarante années, la Turquie s'est rapprochée de plus en plus de l'Union européenne avec le but final d'être admise un jour comme membre de cette Union.

Les objectifs de l'Accord d'association entre la Communauté européenne et la Turquie de 1963 ainsi que son Protocole additionnel de 1970 étaient le renforcement continu et équilibré des relations commerciales et économiques et la mise en place d'une union douanière en trois étapes. La dernière étape de cette union douanière a été mise en place le 31 décembre 1995.

Une première demande d'adhésion fut posée le 14 avril 1987. En décembre 1999, le Conseil européen de Helsinki a conclu que *„La Turquie est un pays candidat, qui a vocation à rejoindre l'Union sur la base des mêmes critères que ceux qui s'appliquent aux autres pays candidats. Dans le cadre de la stratégie européenne actuelle, la Turquie, comme les autres pays candidats, bénéficie d'une stratégie de préadhésion visant à encourager et à appuyer ses réformes.“*

2.3. Les relations économiques avec le Luxembourg

Les exportations luxembourgeoises vers la Turquie ont légèrement progressé de 1994 (25 millions d'euros) à 2003 (29 millions d'euros). Ceci concerne surtout des articles manufacturés en métaux communs (8,2 millions d'euros) et des articles manufacturés divers (5,5 millions d'euros).

Le Luxembourg importe principalement des articles manufacturés (classés d'après la matière première) pour une valeur de 6 millions d'euros en 2003. Le total des importations luxembourgeoises en provenance de la Turquie n'était que de 7,7 millions d'euros.

Ces chiffres démontrent qu'actuellement le commerce extérieur avec la Turquie ne joue pas encore une grande importance dans nos relations économiques. Il faut quand même s'attendre à un accroissement sensible du commerce, ce qui est dû d'une part aux aspirations européennes de la Turquie et d'autre part à l'essor économique de la Turquie.

*

3. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

La Haute Corporation *„approuve pleinement la conclusion d'une convention de non-double imposition avec la Turquie“*. Elle note que *„même si la Turquie est à ce stade encore un partenaire économique plutôt modeste du Luxembourg au vu des échanges notamment, il s'agit de développer à son égard une stratégie à long terme“*.

Le Conseil d'Etat n'a formulé aucune observation quant au texte du projet de loi et recommande le vote du projet sous rubrique.

*

4. COMMENTAIRE DES ARTICLES

La Convention se base sur les dispositions du modèle de convention de l'OCDE, même si la Turquie a émis quelques réserves à ce modèle. En conséquence, le rapporteur juge utile de limiter le commentaire des articles sur quelques points saillants.

Ad article 1er.–

Le Conseil d'Etat note que *„tout problème de discrimination éventuelle en vertu de la nationalité est écarté“*, car le champ d'application couvre tous les résidents des Etats contractants.

Ad article 5.–

D'après le paragraphe 3, un chantier de construction constitue un établissement stable si sa durée dépasse six mois au lieu des 12 mois prévus dans le modèle de l'OCDE.

Selon les auteurs du projet de loi, „le paragraphe 5 reprend les stipulations du modèle des Nations Unies qui considèrent qu’une entreprise dispose d’un établissement stable, si une personne agissant au nom de cette entreprise, conserve habituellement un stock de marchandises ou de produits dans un Etat contractant à partir duquel ladite personne livre régulièrement des marchandises ou des produits au nom de l’entreprise. Cette disposition n’est cependant applicable qu’en cas d’abus.“

Ad article 8.–

Les bénéfices réalisés par l’exploitation en trafic international, de navires, d’aéronefs ou de véhicules sont assujettis à l’imposition dans l’Etat de résidence de la personne exploitant l’entreprise. Ceci vaut aussi pour les bénéfices provenant de l’utilisation ou de la location de conteneurs, si ces bénéfices sont liés aux bénéfices de l’exploitation.

Sur demande de la délégation luxembourgeoise, le terme de „trafic international“ fut étendu sur le transport routier.

Ad article 11.–

Contrairement au modèle de l’OCDE, le taux maximal de retenue à la source sur les intérêts est fixé à 10 pour cent du montant brut si les intérêts sont payés pour un emprunt contracté pour une période dépassant deux ans et à 15 pour cent du montant brut dans tous les autres cas.

Ad article 12.–

Contrairement à la disposition du modèle de l’OCDE qui ne prévoit qu’une imposition dans l’Etat de résidence du bénéficiaire des redevances, l’article sous rubrique partage le droit d’imposition entre l’Etat de la source et l’Etat de résidence. Cependant, l’imposition dans l’Etat de la source est fixé au moins à 10 pour cent du montant brut des redevances. Cependant, le Protocole stipule que dans le cas d’un paiement reçu en raison de „la vente“ au sens du paragraphe 3 de l’article 12, il sera imposé comme prévu à cet article. Si par contre, le paiement en question est la contrepartie d’une aliénation effective dudit bien, les dispositions de l’article 13 prennent effet.

Ad article 14.–

La Turquie se réserve le droit d’imposer les personnes exerçant une profession indépendante si elles séjournent pendant au moins 183 jours durant une année civile en Turquie, même si elles ne disposent pas d’une base fixe pour l’exercice de leurs activités. Par conséquent, la formulation de l’article sous rubrique se distingue du modèle de l’OCDE.

Ad article 23.–

En ce qui concerne la méthode permettant d’éviter la double imposition, le Luxembourg a retenu la méthode de l’exemption, tout en tenant compte du taux applicable aux revenus et à la fortune imposables au Grand-Duché. En revanche, pour les dividendes, intérêts, redevances, les revenus des artistes et sportifs, le Luxembourg appliquera la méthode de l’imputation.

*

Compte tenu de ce qui précède, la Commission recommande à la Chambre des Députés d’adopter le projet de loi sous rubrique tel que déposé par le gouvernement.

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

Article unique.— Sont approuvés la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Ankara, le 9 juin 2003.

Luxembourg, le 19 avril 2004

Le Rapporteur,
Lucien CLEMENT

Le Président,
Lucien WEILER